

Le budget—M. Gillies

Le budget ne s'est attaqué ni au chômage ni à l'inflation. Voilà une politique anti-inflationniste qui a échoué. Et que dire de l'énergie? Comme on s'y attendait, le prix du pétrole brut a augmenté de \$1.50 pour atteindre \$8 le baril à la tête du puits. Personne n'a vraiment fait d'histoire à ce sujet. On s'attendait à des rajustements et on a effectivement rajusté les prélèvements fiscaux pour essayer de stimuler la prospection. Par contre, on ne s'attendait pas du tout à cette taxe d'accise de 10c. le gallon sur l'essence, la forme de taxation la plus rétrograde que le gouvernement pouvait envisager. C'est une taxe qui frappe autant le pauvre que le riche, une taxe rétrograde à tous les points de vue.

On ne comprend vraiment pas pourquoi le gouvernement a choisi ce moment pour imposer une taxe d'accise de 10c. Elle va aggraver l'inflation et ajouter 1.5 point à l'indice des prix à la consommation et quand il s'agira de recouvrer les ristournes que le gouvernement a promis de donner aux gens à la fin de l'année, ce sera un véritable cauchemar administratif. Mais surtout, cela nous ramène à un principe que nous n'avons jamais suivi au pays à savoir que lorsque la politique nationale vise à uniformiser le prix du pétrole dans l'ensemble du pays, c'est le consommateur qui doit assumer le coût de cette politique.

Il n'existe pas de taxe plus inefficace, plus rétrograde que la taxe d'accise qui montre une fois de plus que le ministre des Finances se soucie peu de l'inflation. Cet impôt direct est la pire chose qu'on ait pu faire pour accroître l'inflation. Il ne fait rien pour encourager la prospection pétrolière au Canada; il se contente de faire rentrer de l'argent dans les coffres du gouvernement fédéral.

Le gouvernement a prétendu qu'il avait besoin de cette taxe de 10c. en raison du programme de péréquation. Je demanderais, comme l'a fait le chef de l'opposition (M. Stanfield) s'il ne serait pas possible de trouver l'argent nécessaire pour faire fonctionner le programme de péréquation en réduisant certaines dépenses. Avec un budget de 30 milliards, il suffisait au ministre des Finances de réduire les dépenses d'environ 1½ p. 100 pour maintenir le programme de péréquation. Il ne l'a pas fait; il a imposé une taxe d'accise qui va accroître l'inflation, qui sera difficile à administrer et qui va à l'encontre de tous les principes quant à la façon dont notre pays devrait être financé.

● (1620)

En déposant son budget, le ministre des Finances a déclaré qu'il visait trois objectifs: régler la question du chômage, réduire le taux d'inflation et s'occuper du problème de l'énergie. Il suffit d'un peu de bon sens pour constater son échec. Aucune de ses politiques ne va vraiment renforcer l'économie du Canada, comme il l'espérait. La question qui se pose est celle-ci: pourquoi un tel échec? Pourquoi le Canada, qui regorge de richesses naturelles, a-t-il tant de mal à fournir le plein emploi à ses travailleurs, à maintenir une stabilité relative des prix et à faire fonctionner son économie à plein rendement? Pourquoi la situation est-elle si chaotique? Pourquoi les choses ont-elles si mal tourné?

Que le ministre ne vienne pas me dire que la situation que nous connaissons actuellement s'explique par des problèmes mondiaux. Bien sûr qu'il existe des problèmes économiques à l'échelle mondiale; bien sûr qu'on fait face à des problèmes internationaux très graves. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut rien faire pour résoudre nos problèmes ici au Canada. En effet, c'est s'en tenir aux généralités

[M. Gillies.]

que de dire que les problèmes économiques touchent tous les pays du monde, mais on ne tient pas compte des différences qui existent entre les divers types d'économies.

Les États-Unis et le Japon, par exemple, ont connu pendant un certain temps un taux d'inflation supérieur au nôtre, parce qu'ils devaient faire face à la hausse du prix du pétrole importé, ce qui n'était pas notre cas. La situation de l'Allemagne de l'Ouest au chapitre du chômage, de l'inflation et de la balance des paiements est bien plus reluisante que la nôtre, depuis un certain nombre d'années. La Grande-Bretagne, par contre, connaît une période bien plus difficile, mais elle a une économie planifiée.

Il est insensé de vouloir comparer l'économie de ces pays à la nôtre. Le fait est que ces dernières années, l'économie canadienne n'a pas fonctionné à plein rendement. On aurait pu faire mieux. Je pense qu'un observateur indépendant conviendrait avec nous qu'au cours des trois ou quatre dernières années, le rendement de l'économie canadienne en termes de chômage et d'inflation n'a jamais été aussi bas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Que va-t-on y faire? Peut-on y faire quelque chose? Tout le monde se rend compte de nos piètres résultats, mais personne ne semble disposé à agir. On doit reconnaître que les conditions économiques ont changé considérablement, que les conditions dans lesquelles on faisait fonctionner l'économie entre 1946 et les années 60 n'existent plus. Mais nous définissons encore notre politique économique en nous fondant sur des postulats désuets. Nous supposons encore que l'augmentation du taux de chômage sera suivie d'une baisse du taux d'inflation, ou que pour freiner la hausse de l'inflation il faut ralentir l'économie et tolérer le chômage. Ces principes sont aussi désuets au Canada qu'ils le sont dans les autres pays, et l'analyse qui résulte de ces principes désuets est inexacte. Les principes d'économie et les instruments économiques dont nous nous sommes servis après la Seconde Guerre mondiale ne conviennent plus.

Pourquoi ces propos? Les prévisions de la productivité économique au Canada sont ridiculement inexactes depuis trois ou quatre ans. Les recettes prévues pour cette année sont inexactes par plus de 2 milliards. Le chômage et l'inflation prévus sont erronés depuis deux ou trois ans. Pourquoi? Parce que ces prévisions sont fondées sur une analyse inexacte de l'économie. Nous devons aborder d'une toute nouvelle façon l'élaboration des politiques économiques au Canada. Nous ne pouvons pas nous permettre de passer de l'expansion excessive à la contraction excessive, ni d'accuser un déficit après l'autre ou de commettre une erreur après l'autre. L'élaboration des politiques économiques au Canada doit se faire davantage en public, et les débats sur la question devraient être plus poussés, car ils le sont moins que dans n'importe quelle autre démocratie industrialisée de l'Occident.

Je n'ai jamais entendu parler d'un autre ministre des Finances qui ne donnait pas dans un budget une estimation du taux national d'expansion économique pour l'année suivante et des taux de chômage et d'inflation. Il n'y a qu'au Canada que le ministre des Finances présente un budget qui ne renferme pas ces faits fondamentaux et indispensables qu'il faut examiner et débattre avec méthode.

Lorsque le Canada élabore une politique économique, les gens de l'extérieur qui veulent donner leur avis sont considérés comme des intrus. Le gouvernement ne voit pas qu'ils cherchent à l'aider à formuler une politique économique efficace: au lieu de les encourager à s'intéresser à la formulation d'une politique économique, il les décourage.